

644 sites identifiés à l'échelle nationale

Les autorités impuissantes face au marché informel



Un étal informel à la place des Martyrs (Alger). © Yahia Magha /Liberté

Le ministère du Commerce a recensé et identifié jusqu'au 31 décembre 2019 pas moins de 644 sites informels à l'échelle nationale et qui n'ont pas encore été démantelés. 216 ont réapparu après avoir été rasés.

La bataille que livrent les pouvoirs publics depuis des années au commerce informel semble loin d'être gagnée. Les revendeurs à la sauvette "débusqués" reviennent le plus souvent à la charge une fois l'action épisodique "d'assainissement" de la voie publique achevée. En fait, ils ne reconquièrent que les espaces qu'ils n'ont jamais perdus en vérité, puisque ces mêmes commerçants illicites réinvestissent le terrain une fois que les agents de l'ordre mobilisés lèvent leur camp.

Le dernier bilan des activités des services du ministère du Commerce ne dément pas ce constat déplorable. Le département ministériel a recensé et identifié, jusqu'au 31 décembre 2019, pas moins de 644 sites informels à l'échelle nationale et qui n'ont pas encore été démantelés. 216 ont réapparu après avoir été rasés. La même source précisera aussi que seuls 383 espaces de vente informels ont jusque-là été éradiqués.

À en croire Sid-Ahmed Hacène, sous-directeur à la Direction générale de la régulation et de l'organisation des activités commerciales, plus de 33 000 camelots recensés et identifiés n'ont pas encore été recyclés dans la sphère commerciale officielle. Autrement dit, ils continuent à exercer la vente à la sauvette à travers les points

noirs recensés, alors que pas moins de 31 058 autres ambulants ont été régularisés et réinsérés dans le circuit officiel dans le cadre de l'activité commerciale légale.

Ainsi, une nouvelle opération coup-de-poing de lutte contre l'informel est lancée ces derniers temps. Des policiers ont effectué des descentes dans certains quartiers de la capitale où ils ont délogé ces revendeurs récalcitrants qui alignaient à longueur de journée, sur la voie publique, leurs camionnettes pleines de fruits et légumes.

Les accès et les abords des marchés couverts, des mosquées, des carrefours, des avenues et des parkings, ainsi que des cités situées à la périphérie du siège du ministère de Commerce viennent de reprendre, ne serait-ce que le temps de la campagne, leur vocation initiale.

Pour se convaincre, si le phénomène largement décrié commence à être pris en charge, une tournée s'impose d'abord dans les quartiers où les camelots y faisaient leur loi. C'est le cas de la mégacité Zerhouni-Mokhtar (ex-Les Bananiers), transformée, des semaines durant, au rang de simple carrefour des camelots, qui vient de retrouver sa quiétude d'antan. Le quartier s'est débarrassé du "chaos urbain" occasionné par ces colporteurs qui vendent à bon marché les fruits et légumes.

Une démarche louable, mais...

Lors de notre passage, ce lundi, dans ce quartier sis non loin des trois tours abritant le siège du département du Commerce, nous avons constaté que la mégacité a retrouvé sa sérénité matinale. La circulation a repris sa fluidité. Les résidents ont retrouvé le plaisir de marcher sur les trottoirs "reconquis" et libérés. Les riverains et les tenants des échoppes du quartier, qui nous ont pris à témoin, se félicitent de cette nouvelle opération d'éradication de l'informel. Pour les résidents rencontrés sur les lieux, l'activité de ces ambulants altérerait gravement l'aspect citadin d'une cité élue, il y a quelques années, comme un des meilleurs sites de l'AADL dans la capitale. Un commerçant non loin du carrefour, qui était auparavant assiégé par les camelots, n'a pas caché sa joie. "Cette nouvelle démarche est louable, mais elle devra s'inscrire dans la durée pour ne plus tolérer le désordre, l'anarchie, ainsi que la concurrence déloyale. Même s'il y a des riverains qui trouvent leur compte en faisant leurs emplettes chez ces marchands en raison des prix attractifs pratiqués, le désagrément causé par ces intrus est plus important que les bas prix affichés", témoignera ce commerçant "légaliste", avant de poursuivre pour sensibiliser les habitants de la cité : "Le citoyen doit jouer son rôle pour assurer la réussite de cette tentative d'éradication de l'informel.

Il est appelé à boudier les marchandises proposées sur les trottoirs. Par le passé, des opérations similaires d'éradication ont été menées, mais elles n'ont servi à rien, puisque quelques semaines après l'opération, l'anarchie et le désordre ont repris de plus belle." Voulant en savoir un peu plus sur la réaction des locataires, un jeune homme de passage du côté de la mosquée Abou-Bakr-Seddik nous fait savoir qu'"il est difficile d'appivoiser ces revendeurs à la sauvette, ils refuseront toujours d'exercer dans un espace légal. On a un marché situé à 100 mètres de la station de tramway Tamaris, mais il est fermé depuis 2 ans, depuis sa réception.

Ces intrus préfèrent continuer à vendre dans la clandestinité". Les mêmes scènes d'"assainissement" de la voie publique sont constatées aux abords du marché couvert sis au milieu de la cité Sorécal. Alors qu'il y a un mois, des revendeurs à la sauvette ont élu domicile à l'entrée de ce site très prisé où ils écoulaient des fruits et légumes, des chaussures, de la vaisselle, des accessoires de téléphonie (kits mains libres...), des effets vestimentaires et des baguettes de pain ordinaire ou des galettes. Les étals de fortune, collés les uns aux autres, ont visiblement disparu.

Le préau attenant à l'enceinte du marché a opéré sa mue.

Un fourgon bleu de police est garé sur les lieux pour dissuader les revendeurs "rebelle" tentés de récidiver. Un marchand tenant une table de fruits et légumes à l'intérieur du souk nous apprend que les squatteurs ont été délogés manu militari, il y a près d'un mois, par les services de sécurité. "Depuis, aucun revendeur ne prend le risque de revenir sur les lieux, vu que les policiers sont présents matin et soir", nous révélera ce commerçant

avant d'ajouter que "l'espace public reconquis devrait abriter un marché à la parisienne, dans l'espoir d'absorber et de réinsérer ces commerçants d'occasion dans la sphère commerciale officielle, mais les résidents s'y opposent déjà. Les locataires ont adressé une pétition au P/APC dans l'espoir de bloquer le projet en question."

Après lui avoir décliné notre fonction, un autre vendeur bien installé dans son box a voulu s'exprimer sur les désagréments causés par les camelots : "Ces intrus ont longtemps gangrené l'activité commerciale. Ils viennent chaque matin proposer des marchandises à bas prix. Les commerçants déclarés s'acquittent des charges locatives et payent rubis sur l'ongle leurs impôts alors que d'autres transgressent impunément les règles du négoce."

Des pickup obstruent les accès aux immeubles

Cependant, et ailleurs dans d'autres quartiers de la capitale, rien ne présage qu'une campagne d'éradication des souks parallèles soit mise en branle. Le "business" informel continue à prospérer, à Triolet, à la place des Martyrs, à Aïn Naâdja, à Gué-de-Constantine, à Beni Messous, à Chéraga, à Draria et à Birkhadem. La liste des points noirs du négoce "déstructuré" est loin d'être exhaustive. En effet, à Aïn Naâdja, des camionnettes Herbin ou BFM débordant de fruits et légumes et stationnées les unes à côté des autres tout au long des "Arcades" obstruent les accès aux immeubles et "masquent" les devantures des magasins. Désormais, même la chaussée n'est pas épargnée par ce phénomène. Les automobilistes jouent "des coudes" pour se frayer un chemin au milieu d'une foule dense de pickup. "C'est un véritable chaos urbain", pour paraphraser un conducteur harassé par ce spectacle affligeant. "Toutes les parties le long du trottoir qui longe les immeubles jusqu'au rond-point de '720' sont investies du matin au soir par ces commerçants", lâchera un autre automobiliste. Les mêmes scènes déplorables se répètent tout au long de la descente de la cité Hayet (Gué-de-Constantine), ainsi qu'au quartier Aïn Mallera. Le même phénomène est observé à longueur d'année à la place des Martyrs, à la Basse-Casbah où tous les objets, de la vaisselle aux vêtements, se négocient sur la chaussée au vu et au su des services de sécurité.

Un véritable chaos urbain

L'exemple de lutte contre l'informel à Beni Messous est édifiant, puisque par le passé, cette commune, qui doit sa réputation à son CHU Issad-Hassani, disposait d'un marché couvert en "bonne et due forme" au lieu-dit "Barrage" et qui comptait 100 locaux jusqu'à 2017, avant que l'ancien wali d'Alger Abdelkader Zoukh ne décide de sa démolition. "La gestion improvisée de l'ex-wali d'Alger Abdelkader Zoukh nous a coûté cher, puisque les 40 000 habitants de Beni Messous n'ont pas aujourd'hui de marché pour faire leurs emplettes", déplorera Mohamed Ouadhah, vice-président de l'APC de Beni Messous.

Pour ne pas confondre dispersion avec éradication du marché informel, l'APC a décidé de placer ces commerçants d'occasion sur les "décombres" de l'ancien marché aménagé sur un terrain vague mais clôturé. "On a autorisé les camelots à s'installer provisoirement à l'intérieur de l'enceinte dite 'Barrage', en attendant de trouver une solution définitive aux 55 identifiés. D'autant que la bâtisse abritant les 100 locaux du président est toujours fermée faute de certificat de conformité", détaillera Belalia Saâd, P/APC, avant de dévoiler la teneur du projet de réalisation "d'un marché (R+2) de 200 locaux et étals au niveau du site dit 'Barrage', ainsi qu'un jardin public et deux stades de proximité". Il faut savoir enfin que les services du département du Commerce ont recensé pas moins de 625 marchés de détails inexploités et fermés, faute de preneurs qui refusent d'intégrer ces espaces pour des raisons liées, notamment, à l'éloignement du site des centres urbains, à l'exiguïté des étals et au non-achèvement des travaux extérieurs.

Réalisé par : Hanafi H.